

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 juin 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 5 juin 2023, adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme suite à notre lettre datée du 23 mai 2023 ([S/2023/373](#)), ainsi qu'aux nombreuses communications antérieures relatives à l'application du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité de l'ONU, je tiens à rappeler une fois de plus la position de principe de la Fédération de Russie sur cette question eu égard à la lettre des Représentants permanents de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'ONU datée du 31 mai 2023 ([S/2023/398](#)).

Il est profondément regrettable que ces États tentent une fois de plus de répandre la désinformation et de porter des accusations non fondées et politiquement motivées au sujet des activités de l'Iran en prétendant qu'elles contreviennent au paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. Cette approche laisse de plus en plus craindre que ces États n'aient l'intention d'induire le Conseil en erreur et d'imposer à la communauté internationale des analyses erronées, juridiquement discutables et techniquement infondées, dans le seul but de rejeter la responsabilité de la situation actuelle du Plan d'action global commun sur la République islamique d'Iran afin de dissimuler les véritables raisons de la crise que connaît actuellement sa mise en œuvre, à savoir le retrait unilatéral des États-Unis d'Amérique de l'« accord nucléaire » en 2018 ainsi que leurs propres violations graves de leurs obligations en la matière.

Il est révélateur que la lettre en question contienne une fois de plus des références subjectives et tirées par les cheveux – « selon les médias », « nous estimons », « des applications potentielles », pour n'en citer que quelques-unes. Cependant, cela n'empêche pas les représentants de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni d'affirmer que « les activités précitées sont incompatibles avec les dispositions du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) », bien qu'aucun élément tangible ne permette d'étayer une accusation aussi lourde.

En outre, ces États continuent de recourir à une logique fautive et à des arguments invalides pour promouvoir leur discours. Il est essentiel de rappeler la sagesse commune selon laquelle un mensonge répété ne devient pas une vérité. Nous tenons à souligner qu'aucun des instruments et mécanismes internationaux existants, notamment le Régime de contrôle de la technologie des missiles ou le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, n'interdit explicitement ou implicitement à l'Iran de mettre au point des programmes de missiles et des programmes spatiaux. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni tentent une nouvelle fois de détourner



sciemment les critères prévus par le Régime de contrôle de la technologie des missiles, qui est un accord politique informel entre 35 États sur des questions de contrôle des exportations. Les paramètres retenus pour la catégorie I de l'annexe du Régime de contrôle de la technologie des missiles ne sont qu'un outil de référence pour les États exportateurs et n'ont aucun lien avec l'application de la résolution 2231 (2015), ni celle du Plan d'action global commun. Par conséquent, les critères du Régime de contrôle ne peuvent pas être utilisés pour déterminer si certains missiles balistiques sont ou non conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires.

En outre, l'affirmation répétée selon laquelle les systèmes relevant de la catégorie I du Régime sont considérés comme « les plus inquiétants » relève de l'inexactitude délibérée. Les principes directeurs du Régime de contrôle de la technologie des missiles indiquent clairement que les systèmes de catégorie I sont les « articles les plus sensibles », ce qui est totalement différent. Déclarer qu'« on s'accorde depuis longtemps au niveau international » sur leur dangerosité est une autre tentative de désinformation, puisque les principes eux-mêmes ne sont pertinents que pour les 35 États susmentionnés et pour les pays qui se sont volontairement engagés à leur égard.

De surcroît, les délégations européennes se réfèrent dans leur lettre à la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité au regard du Régime de contrôle de la technologie des missiles, ce qui n'est absolument pas pertinent dans ce contexte, puisque ce mécanisme de coopération, et non de coercition, n'a rien à voir avec le programme balistique de l'Iran et n'a pas été conçu pour y imposer de restrictions. Nous tenons à rappeler qu'aux termes du paragraphe 2 de la résolution, « tous les États doivent adopter et appliquer, conformément à leurs procédures internes, une législation appropriée et efficace interdisant à tout acteur non étatique de fabriquer, se procurer, mettre au point, posséder, transporter, transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs, en particulier à des fins terroristes », ce qui montre clairement que la référence à la résolution 1540 (2004) figurant dans la lettre n'a rien à voir avec la question soulevée par les délégations allemande, française et britannique.

La Fédération de Russie a toujours attaché la plus grande importance au Régime de contrôle de la technologie des missiles et à la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et elle est déterminée à s'acquitter pleinement des obligations qui lui incombent. Nous trouvons très irresponsable que l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni continuent d'abuser du régime de contrôle et de la résolution 1540 (2004) pour promouvoir l'idée trompeuse et extravagante que les systèmes iraniens « peuvent, de par leur nature, emporter des armes nucléaires ».

Pourtant, dans la réalité, l'Iran n'a jamais possédé d'armes nucléaires, n'en possède pas, et il y a tout lieu de penser qu'il n'en possédera jamais. Même lorsque le Plan d'action global commun a été remis en cause par les agissements irresponsables et destructeurs d'autres États Membres, l'Iran s'est dit prêt à maintenir l'« accord sur le nucléaire » et il continue de coopérer activement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il est déplorable que les délégations européennes continuent de porter des accusations partiales contre la République islamique d'Iran, ce qui nuit manifestement aux efforts multilatéraux visant à faciliter le rétablissement complet du Plan d'action global commun.

Puisqu'à ce jour, aucune preuve sérieuse du contraire n'a été communiquée au Conseil de sécurité, la Fédération de Russie continue de penser, comme elle l'a déjà déclaré, que l'Iran respecte de bonne foi l'appel qui lui avait été adressé à ce sujet au paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité et saurions gré au Secrétaire général d'en tenir pleinement compte dans son prochain rapport sur l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#).

(Signé) Vassily **Nebenzia**
